

[\[English version\]](#)

Appel à communications

Journée d'études doctorales du CEE 2022

Villes et migrations: regards croisés sur des interdépendances

8 décembre 2022

Sciences Po, 1 Place St Thomas d'Aquin, 75007 Paris

Les doctorantes et les doctorants du Centre d'études européennes et de politique comparée de Sciences Po organisent **le 8 décembre 2022** leur quatrième journée d'études doctorales, sur le thème "**Villes et migrations: regards croisés sur des interdépendances**". La journée d'études prendra la forme d'une série de tables rondes, chacune organisée autour d'une problématique spécifique et de plusieurs communications discutées par un ou une chercheure et un ou une doctorante du Centre. L'ambition de cette journée est d'enrichir le débat académique avec les travaux des doctorantes et doctorants en sciences sociales, tout en les diffusant à un public plus large.

Seuls les doctorants et doctorantes peuvent proposer une communication pour cette journée d'études. Des propositions de communication de **2000 signes maximum (espaces compris)** sont à envoyer avant le **24 octobre** (inclus), accompagnées d'un paragraphe de présentation dans lequel le ou la candidate devra indiquer notamment ses thèmes de recherche et son unité de rattachement. Les communications de la journée d'études seront sélectionnées pour le **28 octobre**. Il sera demandé aux auteurs des propositions retenues d'envoyer leur *conference paper* avant le **28 novembre** (inclus).

Les propositions de communication peuvent être en français ou en anglais, au choix. Si la proposition est en français (respectivement en anglais), le ou la candidate doit signaler s'il ou elle est en mesure d'effectuer sa présentation et la discussion consécutive en anglais (respectivement en français). La langue de chaque table ronde sera décidée en tenant compte des restrictions des candidates et candidats.

Aucune restriction de discipline, zone géographique ou approche ne s'applique, du moment que les propositions de communication s'inscrivent dans les problématiques présentées ci-dessous.

Les propositions de communication sont à envoyer via ce formulaire :

<https://forms.gle/xCMU7bEqG4MmzFkEA>

Journée d'études doctorales du CEE 2022

Villes et migrations: regards croisés sur des interdépendances

Villes et migrations: regards croisés sur des interdépendances

Les migrations internationales qui se succèdent depuis les années 1950 ont profondément transformé les structures démographiques, sociales, politiques et économiques des sociétés urbaines contemporaines. Mouvements volontaires ou forcés de personnes quittant leur résidence habituelle par delà une frontière internationale, elles ne constituent pas un phénomène nouveau. Cependant, les dernières décennies sont marquées par l'ampleur du phénomène ainsi que par la diversité des populations concernées. Si le plus souvent la personne en situation de migration incarne une des figures du dominé (réfugiés, demandeurs d'asile, clandestins...), les flux migratoires internationaux se sont diversifiés et concernent aussi des populations dotées d'autres ressources (étudiants, expatriés, travailleurs transfrontaliers, etc.). Dans tous les cas, ces phénomènes sont le reflet et le moteur d'un monde où l'accroissement des échanges et des interdépendances contribue à la restructuration sociale des sociétés d'accueil et de départ, à la reconfiguration des appartenances et des façons de faire communauté, et à la mise à l'épreuve des pouvoirs publics. Si - depuis quelques années, en Europe - les espaces ruraux ainsi que les villes et moyennes villes sont concernés par des logiques de répartition géographique des personnes en situation de migration, les métropoles ont été historiquement façonnées par ces dynamiques et ces enjeux. Elles le restent dans la mesure où elles concentrent opportunités et infrastructures, facteurs qui expliquent - en partie - ces phénomènes migratoires. D'où la volonté d'aborder, dans le cadre de cette journée d'étude, les relations croisées entre villes et migrations. Quatre entrées analytiques complémentaires - synthétisées ci-dessous - ont été choisies pour étudier la complexité de ces interactions.

1) Gouvernance des migrations : le rôle des villes dans un contexte de gouvernance multi-niveaux et multi-acteurs

La première entrée analytique porte sur les modes pluriels de gouvernance dans lesquels se trouvent insérés les phénomènes migratoires en ville. Il s'agit d'explorer les acteurs, modalités et effets des formes de régulation plurielles (étatiques et non-étatiques) qui s'appliquent aux personnes en situation de migration, aux espaces qu'elles investissent, aux activités qu'elles alimentent, etc.

- *La fabrique et la mise en oeuvre des politiques (et leurs instruments) à destination des personnes en situation de migration*

Comprendre l'implication des villes dans la gouvernance des personnes en situation de migration amène à questionner les rapports (souvent conflictuels) qui se nouent entre Etat central et autorités locales, mais plus largement à s'interroger sur les configurations d'acteurs (associatifs, mouvements sociaux, prestataires privés) par lesquelles une capacité à agir se construit sur ces enjeux.

Par ailleurs, les politiques ciblant les personnes en situation de migration, qu'elles soient nationales ou locales, poursuivent des finalités variées, sur un continuum accueil-répression. Comprendre la manière dont s'oriente - au niveau local - l'action publique sur ces enjeux implique d'explorer les intérêts politiques, économiques, sociaux et médiatiques influant sur les différentes étapes du *policy process*, de la formation des agendas politiques jusqu'à la mise en œuvre des orientations retenues.

L'action publique locale sur les enjeux migratoires peut également être abordée au travers des dispositifs et ressources bureaucratiques par lesquels sont mis en œuvre ces objectifs politiques contrastés. Cette entrée permet de révéler les conceptions sous-jacentes aux catégories, formats légaux, et arrangements organisationnels retenus, ainsi que les effets (parfois inattendus) que ces choix génèrent. C'est d'autre part l'occasion d'ouvrir la boîte noire de la mise en œuvre des dispositifs d'action publique pour y documenter comment s'y trouvent (re)définis en pratique, au plus près du terrain, le sens et les effets des politiques migratoires. A noter par ailleurs que l'intervention de l'Etat dans la gouvernance des personnes en situation de migration ne se résume pas aux dispositifs publics et institutionnalisés: dans certains cas, le cœur de l'action publique s'opère de manière "clandestine", via l'action d'acteurs (para-)étatiques. Génératrice de corruption, de clientélisme et/ou de violence, elle façonne la vie de ces personnes.

- *Autres formes de gouvernance des migrations: informalité, illégalismes et acteurs tiers*

Les personnes en situation de migration sont nécessairement impactées par les différentes modalités de régulation publique qui les ciblent. Ces dernières peuvent produire diverses formes d'illégalismes. Qu'advient-il de la gouvernance de ces personnes? Dans quelle mesure les municipalités jouent-elles un rôle dans cette gouvernance? Questionner les liens entre villes et migrations implique alors d'aller explorer le lien entre le formel et l'informel, d'autant plus que ces marges informelles existent dans les métropoles du Nord comme du Sud, marges où un nombre important d'activités essentielles au fonctionnement de ces territoires urbains se développent. Qui sont les acteurs qui prennent en charge la gouvernance des populations qui y vivent et des activités qui s'y exercent? Comment les ressources se trouvent-elles allouées et les conflits résolus? Qui tire profit de ces arrangements qui se nouent dans ces marges?

2) Dynamiques migratoires et inégalités urbaines

En dialogue avec ces questions de gouvernance et d'action publique, une autre problématisation des liens entre phénomènes migratoires et territoires peut être déployée autour de l'analyse des

dynamiques inégalitaires qui s'y jouent. Les fondements et les effets des mécanismes de hiérarchisation engendrés par les migrations peuvent s'analyser à différentes échelles.

- *L'expérience migratoire dans la ville et ses multiples dimensions inégalitaires*

L'analyse des parcours migratoires renseigne sur les inégalités entre migrants et populations locales (espérance de vie, accès aux services urbains, exposition à la violence, discriminations et de mise à l'écart, etc.). Par ailleurs, ces inégalités ne touchent pas les personnes en situation de migration de manière similaire: des différences apparaissent en fonction du genre, de l'âge, de l'orientation sexuelle, des ressources, du statut juridique, etc. Étudier l'expérience urbaine des personnes en situation de migration dans leur diversité permet alors de mieux comprendre comment la variable migratoire joue en propre ou en combinaison avec d'autres rapports socio-économiques pour modéliser les parcours de vie des individus, les ressources auxquels ils et elles ont accès, et leur capacité d'action.

- *La place des phénomènes migratoires dans la structuration socio-spatiale des villes*

A un niveau macroscopique, la variable migratoire interroge les mécanismes et les logiques qui organisent la stratification entre groupes sociaux et territoires. Les flux migratoires internationaux constituent, depuis plusieurs décennies maintenant, un moteur essentiel de la croissance démographique et de l'urbanisation des métropoles, du Nord comme du Sud. Ils en façonnent également la composition sociale et la matérialité des villes. Cela conduit à s'interroger sur la manière dont ces flux se distribuent entre les différents territoires ainsi que la nature des configurations spatiales (localisation des lieux de vie, leur composition sociale, leur degré de formalité, etc.). Comment la variable migratoire interagit-elle avec les mécanismes de ségrégation sociale (ethnique, scolaire, de classe, etc.) ? Dans quelle mesure et sous quelles conditions la migration amplifie-t-elle (ou au contraire renouvelle-t-elle) des hiérarchies territoriales préexistantes fondées sur d'autres rapports sociaux ?

Pour creuser ces questions, l'articulation d'approches quantitatives et qualitatives à différentes échelles territoriales (de la métropole au micro-quartier), ainsi que la comparaison internationale ouvrent la voie à une compréhension fine, nuancée et dynamique de la fabrique des inégalités sociospatiales en ville dans un contexte d'accélération des dynamiques migratoires.

3) Communautés, identités, conflits et ordre politique dans la ville plurielle.

Dans le prolongement de ces problématisations en termes de (re)production d'inégalités, étudier les phénomènes migratoires en milieu urbain offre également l'occasion de renouveler la compréhension des mécanismes d'intégration, de différenciation, et de formation du lien social. Déjà au cœur des travaux de l'école de Chicago sur l'expérience migratoire en ville, cette entrée analytique se matérialise dans des enquêtes tenant ensemble examen des logiques internes au

groupe des personnes en situation de migration, et étude des interactions inter-communautaires qui se nouent inévitablement en milieu urbain.

L'accent est ainsi mis d'une part sur les processus de (re)construction identitaire amorcés par les trajectoires migratoires, les mécanismes par lesquels se réorganisent la vie collective dans la communauté d'accueil, les négociations et hybridations qui s'opèrent entre les systèmes normatifs traversés. Il s'agit d'autre part de documenter et de rendre compte des ressorts qui façonnent les échanges, ajustements réciproques et interdépendances qui se nouent au quotidien, les conflits d'urbanité et les sentiments d'antagonisme qui peuvent voir le jour, ou encore l'émergence (ou l'impossibilité) d'une action collective par delà les frontières d'appartenance.

In fine, enquêter sur les personnes en situation de migration est l'occasion d'explorer comment les diversités socioculturelles dans les villes génèrent des recompositions des formes de cohésion collective et de vivre ensemble.

4) Les politisations des migrations à l'échelle locale

Un dernier axe de questionnement porte enfin sur la manière dont les phénomènes migratoires affectent le fait politique à l'échelle locale, à la fois pour ce qui touche aux *party politics* mais aussi plus largement en ce qui concerne la formation des attitudes et des comportements politiques.

- *Question migratoire et compétitions politiques locales*

La présence de personnes en situation de migration dans les villes peut constituer un enjeu politique à l'échelle locale, avec des municipalités se déclarant "Villes Accueillantes", des mobilisations citoyennes en faveur de l'accueil, etc. À l'inverse, elle peut engendrer des crispations, des oppositions voire des actes de violence. Aussi, il convient de se pencher sur les agendas politiques locaux (au regard des débats se tenant à des niveaux plus macros) ainsi que sur les (éventuels) clivages politiques suscités par la présence des personnes en situation de migration.

- *Les migrations, productrices d'attitudes et de comportements politiques (mouvements sociaux urbains et politisation au niveau individuel et / ou collectif)*

Les personnes en situation de migration peuvent utiliser l'espace urbain comme lieu de revendication ou de contestation. Ces mobilisations sont protéiformes dans leur objet (demande d'accès à des droits, à des soins, etc.), leur nature (pacifique ou violente), leur durée (plus ou moins temporaire), ainsi que dans les actions menées (sit-in, manifestation, occupations, etc.). En parallèle (et pas nécessairement conjointement), la présence de personnes en situation de migration dans les villes peut être source de mobilisation, voire de politisation de populations locales au niveau individuel et / ou collectif.

Par conséquent, il nous semble intéressant d'analyser ce que les migrations produisent en termes de politisation et plus largement de mobilisation: les migrations produisent-elles des mobilisations de personnes concernées et / ou des populations locales? Quelle(s) forme(s) prennent ces mobilisations? Des synergies émergent-elles ou au contraire assiste-t-on à une certaine concurrence, voire à des conflits ? Quelle est la place des personnes en situation de migration dans les mobilisations "citoyennes" ?

Call for proposals

2022 CEE Doctoral Workshop

Cities and migration: perspectives on interdependencies

8th December 2022

Sciences Po, 1 Place St Thomas d'Aquin, 75007 Paris

The PhD candidates of the Centre for European Studies and Comparative Politics organize on **8th December 2022** their fourth doctoral workshop, on the theme “**Cities and migration: perspectives on interdependencies**”. The workshop will be composed of panel sessions, each based on a specific issue and a set of papers discussed by a senior researcher and a PhD candidate of the Centre. The goal of this workshop is to nurture academic debates with the work of PhD students in social sciences while disclosing them to a larger audience.

Only doctoral students can propose a paper for discussion in the workshop. Proposals should be no longer than **2000 characters** and must be sent by **24 October**, along with a paragraph presenting the candidates, their research interests, and their research center or department. The proposals will be selected before **28 October**. The authors of the selected proposals will be asked to send a conference paper by **28 November**.

The proposals can be either in French or in English. If the proposal is in French, the candidates must indicate whether they are able to present and the subsequent discussion in English (and vice-versa, for proposals in English). The language of each panel will be decided considering candidates' restrictions.

No restriction of discipline, geographical area, or approach applies as long as the proposals are articulated to the issues described below.

Proposals should be sent via the following form: <https://forms.gle/xCMU7bEqG4MmzFkEA>

2022 CEE Doctoral Workshop

Cities and migration: perspectives on interdependencies

The successive migrations that have taken place since the 1950s have profoundly transformed the demographic, social, political, and economic structures of contemporary urban societies. Voluntary or forced movements of people leaving their usual residence across an international border are not a new phenomenon. However, the last decades are marked by the extent of this phenomenon and the diversity of the populations concerned. If most often, the migrant embodies one of the figures of the dominated (refugees, asylum seekers, illegal immigrants...), international migration flows have diversified and also concern populations with other resources (students, expatriates, cross-border workers, etc.). In all cases, these phenomena reflect and drive a world in which the increase in exchanges and interdependencies contributes to the social restructuring of host and sending societies, to the reconfiguration of belonging and ways of forming community, and to the testing of political authorities. For some years now, rural areas, medium-sized cities, and larger cities have been implicated in the logic of the geographical distribution of migrants in Europe, while metropolises have historically been shaped by these dynamics and issues. Large urban agglomerations remain so insofar as they concentrate opportunities and infrastructures, factors that explain, in part, these migratory phenomena. Hence, this doctoral workshop addresses the interrelations between cities and migration. Four complementary analytical approaches have been chosen to study the complexity of these phenomena, which are summarized below.

1) Migration governance: the role of cities in a context of multi-level and multi-actors governance

The first analytical approach concerns the multiple modes of governance in which migration phenomena are embedded in cities. The aim is to explore the actors, modalities and effects of the multiple forms of regulation (state and non-state) that apply to migrants, to the spaces they occupy, to the activities they support, etc.

- *The production and implementation of policies (and their instruments) for migrants*

To understand the role of cities in the governance of migrants, one may question the (often conflicting) relationships that are established between the central government and local authorities, and the larger configurations of actors (associations, social movements, private service providers) that foster the development of a capacity to act.

Moreover, national or local policies targeting migrants pursue various aims, on a continuum from reception to repression. Understanding how public action is oriented – at the local level – implies

exploring the political, economic, social and media interests influencing the different stages of the policy process, from the formation of political agendas to implementation.

Local public action on migration issues can also be approached through the bureaucratic devices and resources through which these contrasting policy objectives are implemented. This approach reveals the conceptions underlying the categories, legal formats, and organizational arrangements, as well as the (sometimes unexpected) effects that these choices generate. It is also an opportunity to open the black box of the implementation of public action devices in order to document how the meaning and effects of migration policies are (re)defined in practice, as close to the ground as possible. It should also be noted that state intervention on the governance of migrant populations is not limited to public and institutionalized mechanisms: in some cases, the core of public action is carried out in a "clandestine" manner, via the action of (para)state actors. It may generate corruption, clientelism, and/or violence and shape the lives of these people.

- *Other forms of migration governance: informality, illegality, and third-party actors*

Migrants are necessarily impacted by the different modes of public regulation targeting them, which may produce different forms of illegalities. What happens to the governance of these populations? To what extent do municipalities play a role in this governance? Questioning the links between cities and migration implies exploring the connections between the formal and the informal, primarily since these informal margins exist in the metropolises of the North and the South, margins where a relevant number of activities essential to the functioning of these urban territories are developed. Who are the actors who take charge of the governance of the populations who live and the activities that take place in the margins? How are resources allocated and conflicts resolved? Who benefits from the arrangements that take place on these margins?

2) Migration dynamics and urban inequalities

Analyzing the unequal dynamics is another way to problematize the links between migration and territories, in dialogue with questions of governance and public action above. The foundations and effects of the hierarchical mechanisms engendered by migrations can be analyzed at different scales.

- *The migration experience in the city and its multiple unequal dimensions*

The analysis of migratory trajectories reveals inequalities between migrants and local populations (life expectancy, access to urban services, exposure to violence, discrimination and marginalization, etc.). Moreover, these inequalities do not affect all migrants in the same way: there are differences according to gender, age, sexual orientation, resources, legal status, etc. Studying the urban experience of migrants in all its diversity allows us to better understand how migration plays a role – by itself or in combination with other socio-economic prerequisites – in shaping the paths of individuals, the resources migrants can access, and their capacity of action.

- *The place of migration phenomena in the socio-spatial structuring of cities*

At a macro level, migration questions the mechanisms and logics that organize the stratification between social groups and territories. For several decades now, international migratory flows have been an essential driving force behind demographic growth and urbanization of metropolises in the North and South. They also shape the social composition and materiality of cities. This leads to questions about the way in which these flows are distributed between different territories and their spatial configurations (location of living areas, their social composition, their degree of formality, etc.). How does migration interact with the mechanisms of social segregation (racial, class, educational etc.)? To what extent and under what conditions does migration amplify (or, on the contrary, renew) pre-existing territorial hierarchies based on other social relations?

To explore these questions, the articulation of quantitative and qualitative approaches at different territorial scales (from the metropolis to the micro-neighborhood), as well as international comparisons, may allow for a better understanding of the production of sociospatial inequalities in cities in a context of greater migration dynamics.

3) Communities, identities, conflicts, and political order in the plural city

As an extension of the (re)production of inequalities issue, studying migratory phenomena in the urban environment also provides an opportunity to renew our understanding of the mechanisms of integration, differentiation and the formation of social bonds. Already at the heart of the Chicago School's work on the migratory experience in the city, this analytical approach combines an examination of the internal logic of migrant groups with a study of the inter-community interactions that inevitably take place in an urban environment.

The focus is on the processes of identity (re)construction initiated by migratory trajectories, the mechanisms by which collective life is reorganized in the host community, and the negotiations and hybridizations that take place between the normative systems. On the other hand, it is a matter of documenting and reporting on the forces that shape the exchanges, reciprocal adjustments and interdependencies that are formed on a daily basis, the conflicts of urbanity and the feelings of antagonism that may arise, or the emergence (or impossibility) of collective action beyond the borders of belonging.

In the end, investigating migration is an opportunity to explore how socio-cultural diversities in cities generate recompositions of forms of collective cohesion and living together.

4) The politicizations of migration at the local level

A final line of questioning concerns the way in which migration phenomena affect politics at the local level, both in terms of party politics and, more broadly, in terms of the formation of political attitudes and behavior.

- *Migration and local political competition*

The presence of migrants in cities can be a political issue at the local level, with municipalities being portrayed as "Welcoming Cities", citizen mobilizations in favor of welcoming migrants taking place, etc. Conversely, it can lead to tension, opposition, and even acts of violence. It is, therefore, necessary to look at local political agendas (in relation to the debates taking place at a more macro level) and the (possible) political cleavages caused by the presence of migrants.

- *Migration as a producer of political attitudes and behaviors (urban social movements and politicization at individual and/or collective level)*

Migrants can use urban space as a place to make demands or to protest. These mobilizations vary in terms of objectives (demand for access to rights, to care, etc.), nature (peaceful or violent), duration (more or less temporary), as well as types of actions carried out (sit-ins, demonstrations, occupations, etc.).

In parallel (and not necessarily jointly), migrants in cities can be a source of mobilization, even politicization of local populations at the individual and/or collective level.

Consequently, it seems interesting to us to analyze what migrations produce in terms of politicization and mobilization: do migrations produce mobilizations of the people concerned and/or of the local populations? What form(s) do these mobilizations take? Do synergies emerge or, on the contrary, is there a certain amount of competition or even conflict? What is the place of migrants in "citizen" mobilizations?